

Recours au Règlement

M. Dingwall: Madame la Présidente, nous sommes disposés à accepter la proposition du leader du gouvernement, mais je me demande cependant s'il pourrait nous promettre que le ministre du Travail rencontrera immédiatement notre critique pour discuter de certaines dispositions qui pourraient figurer plus tard dans le projet de loi. Il faudrait que nous voyions le projet de loi dans sa version intégrale. Si le leader du gouvernement pouvait faire cela immédiatement—je présume aussi qu'il voudra consulter également des députés du Nouveau Parti démocratique—nous saurions alors comment le gouvernement et de la Chambre comptent procéder pour étudier ce projet de loi.

Il ne me semble pas déraisonnable d'attendre à 13 heures pour obtenir un ordre de la Chambre; nous sommes d'ailleurs prêts à siéger, au besoin, pendant l'heure du déjeuner, afin de régler cette question le plus vite possible.

M. Danis: Madame la Présidente, je rencontrerai naturellement les critiques de l'opposition. Si le leader parlementaire de l'opposition me laisse prononcer le discours d'introduction du débat, je le ferai immédiatement après.

Des voix: D'accord.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LES PROPOS TENUS À LA CHAMBRE

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Madame la Présidente, j'invoque le Règlement à propos d'un sujet complètement différent qui devrait vraiment être soulevé aujourd'hui. Je veux parler de la façon dont la Chambre traite des remarques qui ont été considérées assez blessantes pour que les députés se rétractent.

Je sais que vous, madame la Présidente, vous inquiétez beaucoup de ce qui s'est passé hier à la Chambre. Je ne prends pas la parole aujourd'hui pour discuter de la façon dont vous avez traité la question ou tout incident précédent, mais simplement pour parler de la manière dont la Chambre traite ces questions en général et traditionnellement et comment nous pourrions les régler dans l'avenir.

• (1030)

C'est un fait, monsieur le Président, que, comme vous l'avez fait si justement remarquer hier, la tradition à la Chambre veut que, quand un député retire une remarque donnée et présente ses excuses, l'affaire est close. Je comprend cet usage et je pense qu'il est bon.

Si l'on consulte les ouvrages spécialisés à propos de ce genre d'incident, on peut lire, par exemple, au commentaire 325 de la cinquième édition du *Beauchesne*:

Lorsque l'orateur juge une expression *ad hominem* et de ce fait irrecevable [. . .]

Il demande alors au député de retirer l'expression blessante et de présenter ses excuses à la Chambre pour cette violation du Règlement. Ce que je veux dire ici, c'est que cette tradition a été établie pour des remarques personnelles qui sont blessantes pour la personne visée.

Nous n'avons pas vraiment l'habitude d'examiner des remarques qui sont blessantes lorsque tout un groupe de personnes est en cause. Le problème qui a surgi dernièrement concerne des commentaires qu'on estime insultants non pas seulement pour un député en particulier. On a toujours considéré que le député fautif n'avait, en général, qu'à prendre la parole pour retirer cette insulte personnelle, et si le député qui avait été insulté s'estimait satisfait, l'affaire était close, à juste titre, dirai-je, comme vous l'avez fait remarquer hier.

C'est un tout autre problème qui nous préoccupe désormais, car nous devons statuer sur des propos offensants pour tout un groupe.

Dans le cas de l'incident qui s'est produit il y a quelques semaines, il s'agissait de propos sexistes que toutes les femmes ici présentes, comme toutes les Canadiennes, trouvent choquants. Hier, c'est une catégorie entière de gens, en l'occurrence la communauté noire du Canada, qui a été offensée.

Que devrions-nous faire en pareil cas? Il me semble que c'est la question que la Chambre devra se poser tôt ou tard. C'est pourquoi j'en ai invoqué le Règlement. Il faudra peut-être prendre d'autres sortes de mesures. Par ailleurs, le gouvernement doit être tenu responsable du comportement de ses membres. Mais cette question là est matière à débat politique entre le gouvernement et ses détracteurs. Ce n'est pas celle qui m'intéresse pour l'instant.